

## POLITIQUE

## Journée politique sous haute tension après les violences sur les migrants campés sur la place de la République

La majorité s'est retrouvée empêtrée dans ses contradictions, entre défense des policiers et refus d'endosser les violences.

Par Julie Carriat

Publié le 25 novembre 2020 à 03h29 - Mis à jour le 25 novembre 2020 à 10h41

• Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

La séquence n'aurait pas pu tomber plus mal pour La République en marche (LRM). Lundi 23 novembre au soir, à la veille du vote de la proposition de loi sur la « sécurité globale » limitant la diffusion d'images de forces de l'ordre, la place de la République, à Paris, a été le théâtre d'une violente répression contre les centaines d'exilés qui l'occupaient.

Des journalistes filmant la scène ont été eux aussi bousculés et frappés, dans des scènes grâce à eux largement diffusées. Mardi, au lendemain de ces violences policières, l'exécutif et la majorité s'en sont dissociés vigoureusement, alors même que la journée parlementaire les destinait à faire voter un texte abondamment décrié sur la protection des policiers. Pour les oppositions, qui sont parfois parvenues au cours de cette journée à acculer l'exécutif dans ses contradictions, la parole du pouvoir ressort durablement discréditée de cet enchaînement.

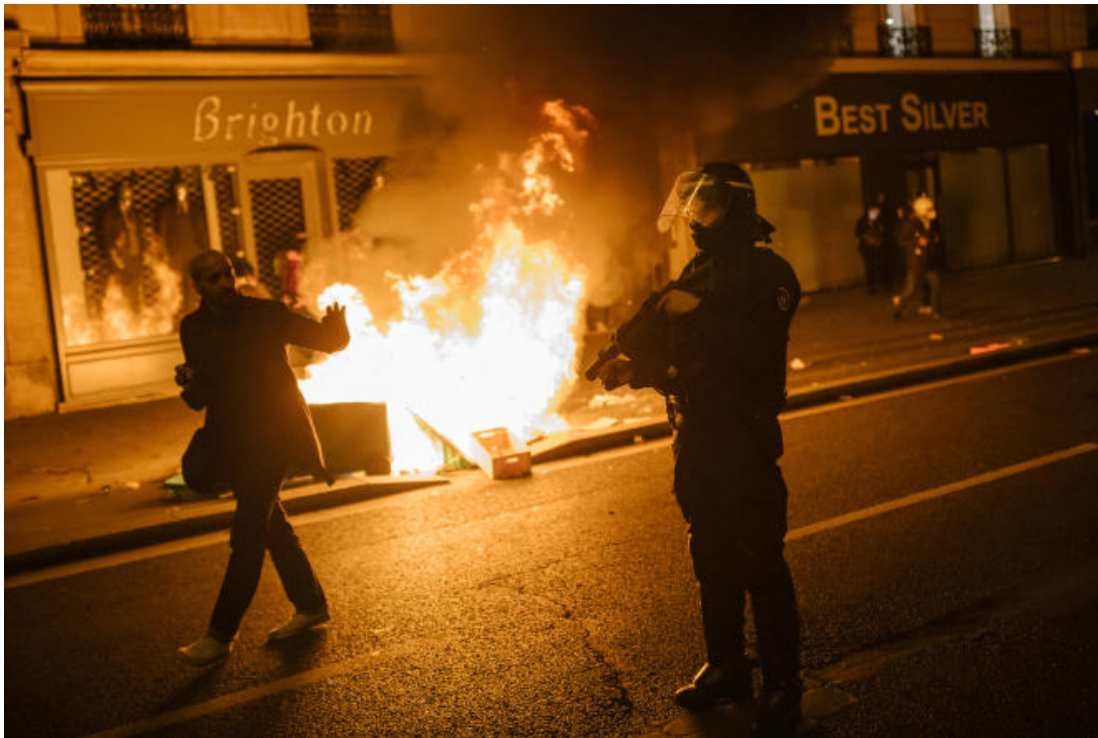
**Lire aussi** | [Le texte de loi controversé sur la « sécurité globale » adopté par l'Assemblée nationale en première lecture](#)

Ces derniers jours, en effet, LRM a tour à tour voté le controversé article 24 amendant la loi sur la liberté de la presse au nom de la protection des policiers, assuré les journalistes de son « amour » par la voix de Christophe Castaner, mais aussi fustigé, pour une trentaine de députés LRM, les méthodes « fascistes » de *Mediapart* et de *Libération* après leur mise en cause du ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, dans la création et le financement d'un syndicat lycéen. Lundi soir, devant les images de forces de l'ordre arrachant les tentes des demandeurs d'asile installés place de la République et malmenant le journaliste de Brut Rémy Buisine, tous se sont accordés à les trouver « choquantes », le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, le premier.

Ce dernier a demandé mardi un rapport à l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Dans un communiqué laconique, les ministres Marlène Schiappa et Emmanuelle Wargon ont, pour leur part, « souhaité rappeler que les migrants sont des personnes qui doivent être traitées avec humanité et fraternité » et promis d'œuvrer au logement des exilés.

**Lire aussi** | [Mobilisation à Paris : « Des places d'hébergement d'urgence pour les migrants » réclamées](#)

### Contradictions



Rassemblement Place de la République à Paris, le 24 novembre. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

Pour la gauche il n'a pas été difficile, au lendemain de cette nuit de dérapages, de brocarder les contradictions accumulées. « *On a l'impression qu'ils sont tous perdus, qu'ils ne comprennent plus le sens des mots qu'ils utilisent* », a estimé le chef de file de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, lors d'une conférence de presse. « *Si M. Darmanin se couche le soir en nous proposant un texte de loi pour supprimer des images et se lève le matin en nous disant que les images sont choquantes, il va falloir qu'il éclaire les choses* », a-t-il ajouté.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, s'est dit « *sidéré* » et a demandé le retrait du texte de loi, tandis que la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, a écrit au ministre de l'intérieur « *pour lui demander des explications* » quant à l'intervention de lundi et exprimé son inquiétude sur le « *problème démocratique* » posé par le texte sécurité.

Lors des questions au gouvernement, le député LFI Eric Coquerel a surenchéri. « *Ces événements découlent directement de votre politique, dont la proposition de loi "sécurité globale"* », a-t-il lancé au ministre de l'intérieur. Ce dernier, tout en concédant des manquements « *graves* » à la déontologie place de la République, ne s'est pas départi de sa ligne, celle d'un « *soutien profond à l'immense majorité des forces de l'ordre qui risquent leur vie pour nous* ». « *Cette manifestation était-elle autorisée, légale ? La réponse est non. Fallait-il laisser sur la place de la République des centaines de tentes, de personnes sans l'évacuer ? La réponse est non. Est-ce que comme vous, j'ai pu être choqué par certaines images ? La réponse est oui* », a-t-il lancé.

### Trente abstentions chez LRM

Au sein de la majorité, l'évacuation de la place parisienne a figuré au premier rang de la réunion de groupe de LRM et suscité une certaine gêne. Les sensibilités sociales ont dit leur indignation, à l'instar de la députée Fiona Lazaar. « *Changeons la réalité plutôt que vouloir limiter les images. Les images de ce soir le commandent* », avait-elle lancé la veille. Comme 29 autres collègues, Fiona Lazaar s'est abstenue sur le texte « *sécurité globale* ».

D'autres députés ont posé des limites à cette indignation. « *Il ne faut pas non plus être naïf sur l'instrumentalisation faite par l'extrême gauche et des associations qui utilisent cette misère à des fins politiques* », estime le député LRM de la Creuse Jean-Baptiste Moreau. « *Même quand les gens sont manipulés pour venir provoquer, il n'en reste pas moins que la dignité humaine est un principe fondamental* », ajoute son collègue Jean-François Eliaou. D'autres encore, comme le député Roland

Lescure, appellent – un classique pour les « marcheurs » – à trouver un équilibre : punir les agresseurs des policiers mais « *examiner aussi les comportements parfois déviants de certains* ».

La droite et l'extrême droite ont, quant à elles, plébiscité mardi soir la proposition de loi sécurité, mais le double discours de LRM n'y passe pas mieux qu'à gauche : les atermoiements agacent. Pour la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, « *à quoi sert de faire voter une loi pour protéger les policiers, si c'est pour les désavouer collectivement au moindre incident ou à la moindre provocation d'extrême gauche ?* »

Les élus les plus à l'aise sur cette ligne sécuritaire s'étonnent des reculs de langage d'un gouvernement qui applique pourtant, à des nuances près, des mesures qui ont leurs faveurs. Le député Les Républicains des Alpes-Maritimes Eric Ciotti l'a résumé ainsi, mardi sur CNews : « *Des instructions sont données à la police, la police exécute cette mission, et le ministre leur tombe dessus (...). J'avoue ne pas comprendre ce "en même temps" sécuritaire qui fait dire au ministre et au gouvernement tout et son contraire.* »

## Julie Carriat

# Services

### CODES PROMOS

avec Global Savings Group

- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats

**Tous les codes promos**